

Art. 10. Le respect de l'engagement visé à l'article 4 et l'exactitude des renseignements délivrés et des déclarations faites conformément aux dispositions du présent arrêté sont contrôlés par l'Administration du Logement et l'organisme de crédit, lequel informe l'Administration précitée des faits qu'il constate.

Les administrations compétentes du Ministère des Finances délivrent, d'une part, sur demande de l'emprunteur et de son conjoint, le certificat visé à l'article 7, alinéa 2, g, et, d'autre part, moyennant autorisation de ceux-ci, les renseignements relatifs à leurs revenus, dont question sous la lettre i au même alinéa.

Art. 11. § 1er. Sans préjudice des dispositions du Code pénal ou de poursuites judiciaires en application de l'arrêté royal du 31 mai 1933, le bénéficiaire des interventions versées en vertu du présent arrêté est tenu de les rembourser à la Région :

a) en cas d'obtention du bénéfice de l'intervention sur la foi de données ou de déclarations inexactes ou incomplètes;

b) en cas de manquement à l'engagement souscrit en conformité avec l'article 4, alinéa 2, à moins de circonstances graves et exceptionnelles, dont le Ministre est juge;

c) lorsque les travaux pour lesquels un emprunt a été consenti, n'ont pas été entamés avant le 1er janvier 1983. La preuve du début des travaux de construction est fournie par le bénéficiaire au moyen d'une attestation à délivrer par le bourgmestre de la commune où les travaux en question sont exécutés.

§ 2. Les sommes à rembourser à la Région sont à verser au Fonds d'Expansion économique et de Rénovation régionale, article 61.01.A, partie I — Dépenses courantes — du titre IV du budget de la Région bruxelloise.

Le recouvrement est confié à l'Administration de la Taxe sur la Valeur ajoutée, de l'Enregistrement et des Domaines, laquelle agit en conformité avec les dispositions de l'article 3 de la loi domaniale du 22 décembre 1949.

Art. 12. Le présent arrêté entre en vigueur le 1er juillet 1981.

Art. 13. Notre Ministre de la Région bruxelloise, Notre Ministre des Finances et Notre Secrétaire d'Etat à la Région bruxelloise sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Motril — Espagne, le 4 septembre 1981.

BAUDOIN

Par le Roi :

Le Ministre de la Région bruxelloise,

A. DEGROEVE

Le Ministre des Finances,

R. VANDEPUTTE

Le Secrétaire d'Etat à la Région bruxelloise,

Mme L. DE PAUW-DEVEEN

F. 81 — 1742

4 SEPTEMBRE 1981. — Arrêté royal instituant, pour la Région bruxelloise, une intervention dans la charge des emprunts contractés par des particuliers, en vue de l'exécution de transformations à des logements existants

BAUDOIN, Roi des Belges.

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi créant des institutions communautaires et régionales provisoires, coordonnée le 20 juillet 1979, notamment l'article 2, 2°;

Vu l'arrêté royal du 6 juillet 1979 délimitant les matières de la politique d'expansion économique régionale et de la politique industrielle et énergétique où une politique régionale différenciée se justifie, notamment l'article 1er;

Vu la loi du 6 juillet 1981 contenant le budget de la Région bruxelloise;

Vu l'arrêté royal n° 5 du 18 avril 1967 relatif au contrôle de l'octroi et de l'emploi des subventions;

Art. 10. Het toezicht op het nakomen van de in artikel 4 bedoelde verbintenis en op de juistheid van de overeenkomstig dit besluit verstrekte inlichtingen en verklaringen wordt uitgeoefend door het Bestuur voor de Huisvesting en de kredietinstelling, die voormeld bestuur in kennis stelt van haar bevindingen.

De bevoegde besturen van het Ministerie van Financiën verstreken eensdeels, op verzoek van de ontleners en zijn echtgenoot, het in artikel 7, tweede lid, g, bedoelde attest, en, anderdeels, met hun machtiging, de inlichtingen betreffende het inkomen, bedoeld in littera i van hetzelfde lid.

Art. 11. § 1. Onverminderd de bepalingen van het Strafwetboek of de gerechtelijke vervolgingen in toepassing van het koninklijk besluit van 31 mei 1933, is de begunstigde van de krachtens dit besluit betaalde tussenkomst verplicht deze aan het Gewest terug te storten :

a) wanneer de tussenkomst werd genoten op grond van onjuiste of onvolledige gegevens of verklaringen;

b) wanneer inbreuk werd gepleegd op de verbintenis onderschreven overeenkomstig artikel 4, tweede lid, behoudens in ernstige en buitengewone omstandigheden waarover de Minister oordeelt;

c) wanneer de werken waarvoor een lening werd toegestaan niet zijn aangevangen vóór 1 januari 1983. Het bewijs van de aanvang der bouwwerken wordt geleverd door de begunstigde bij middel van een attest af te leveren door de burgemeester van de gemeente waar de bedoelde werken worden uitgevoerd.

§ 2. De aan het Gewest terug te storten bedragen dienen gestort te worden ten voordele van het Fonds voor Economische Expansie en Regionale Reconvertie, artikel 61.01.A, deel I — lopende uitgaven — van titel IV, van de begroting van het Brussels Gewest.

De invordering wordt toevertrouwd aan het Bestuur voor de Belastingen over de Toegevoegde Waarde, der Registratie en Domeinen, dat handelt overeenkomstig artikel 3 van de domaniale wet van 22 december 1949.

Art. 12. Dit besluit treedt in werking op 1 juli 1981.

Art. 13. Onze Minister van het Brussels Gewest, Onze Minister van Financiën en Onze Staatssecretaris voor het Brussels Gewest zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Motril — Spanje, 4 september 1981.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van het Brussels Gewest,

A. DEGROEVE

De Minister van Financiën,

R. VANDEPUTTE

De Staatssecretaris voor het Brussels Gewest,

Mevr. L. DE PAUW-DEVEEN

N. 81 — 1742

4 SEPTEMBER 1981. — Koninklijk besluit tot instelling, voor het Brussels Gewest, van een tussenkomst in de last van de leningen, door particulieren aangegaan met het oog op het uitvoeren van verbouwingswerken aan bestaande woningen

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet tot oprichting van de voorlopige gemeenschaps- en gewestinstellingen, gecoördineerd op 20 juli 1979, inzonderheid op artikel 2, 2°;

Gelet op het koninklijk besluit van 6 juli 1979 tot afbakening van de aangelegenheden inzake het beleid van gewestelijke economische expansie en van het industrieel en energiebeleid waarin een verschillend gewestelijk beleid verantwoord is, inzonderheid op artikel 1;

Gelet op de wet van 6 juli 1981 houdende de begroting van het Brussels Gewest;

Gelet op het koninklijk besluit nr. 5 van 18 april 1967 betreffende de controle inzake de verlening en het gebruik van de toelagen;

Vu l'arrêté royal du 5 octobre 1961, relatif au contrôle administratif et budgétaire;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 et modifiées par la loi ordinaire du 9 août 1980 des réformes institutionnelles, notamment l'article 3, § 1er;

Considérant qu'une intervention dans l'emprunt en vue de l'exécution de transformations à des logements existants, est susceptible de contribuer à une relance dans le secteur de la construction;

Considérant que la stagnation croissante de l'activité dans le domaine de la construction résidentielle nécessite des mesures immédiates en faveur de l'emploi dans le secteur de la construction; qu'il est donc urgent de prendre des dispositions à cette fin;

Considérant que le patrimoine immobilier de la Région bruxelloise se caractérise par un grand nombre d'habitations dont les conditions de logement ne correspondent plus aux exigences actuelles d'aménagement et de confort;

Sur la proposition de Notre Ministre des Finances, de Notre Ministre de la Région bruxelloise et de Notre Secrétaire d'Etat à la Région bruxelloise, et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Comité ministériel de la Région bruxelloise,

Nous avons arrêté et arrêtons :

**Article 1er.** L'application du présent arrêté est limitée au territoire de la Région bruxelloise.

**Art. 2.** Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

- a) **Ministre** : le membre de l'Exécutif de la Région bruxelloise ayant l'expansion économique dans ses attributions;
- b) **logement** : la maison ou l'appartement qui est destiné en ordre principal au logement d'une seule famille.

**Art. 3.** Dans les limites des autorisations dont il dispose à cet effet dans le cadre du budget de la Région bruxelloise, le Ministre peut accorder, aux conditions fixées par le présent arrêté, une intervention dans les charges des emprunts hypothécaires contractés par des particuliers, en vue de l'exécution de transformations à des logements existants.

**Art. 4.** A la date où l'organisme de crédit leur notifie la promesse d'octroi du prêt, ni l'emprunteur ni son conjoint ne peuvent posséder entièrement un autre logement en propriété ou en usufruit. Pour l'application de cette condition, il n'est pas tenu compte de l'aliénation d'une partie de la propriété ou de l'usufruit qui a été réalisée au cours des deux années précédant la demande.

L'emprunteur doit, en outre, s'engager à occuper avec sa famille, la totalité du logement à transformer, et à y établir sa résidence principale selon le cas, dans les six mois de la date de l'acte de prêt ou dans les six mois de l'achèvement de l'exécution de la construction, et ce pendant au moins cinq ans. Il ne peut de surcroît, pendant le même délai, ni procéder à son aliénation ni le donner en location, soit entièrement ou en partie. Cet engagement cesse de plein droit en cas de décès de l'emprunteur ou de son conjoint.

**Art. 5.** Lorsqu'aux termes de la loi du 29 mars 1962 organique de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme, telle qu'elle fut modifiée ultérieurement, l'exécution des transformations nécessite l'octroi d'un permis de bâtir, la délivrance de ce dernier doit être postérieure au 31 décembre 1980.

L'emprunt ou la tranche de l'emprunt qui est destiné à l'opération visée à l'article 3 doit atteindre un montant minimum de 300 000 francs et avoir été contracté auprès d'un organisme public de crédit, ou auprès d'un organisme qui est assujéti au contrôle instauré par l'arrêté royal n° 226 du 7 janvier 1936 réglementant les prêts hypothécaires et organisant le contrôle des entreprises de prêts hypothécaires.

L'intervention ne peut être consentie que pour autant que l'organisme ait délivré la promesse d'octroi du prêt après le 1er juillet 1981 et avant le 1er janvier 1983.

Gelet op het koninklijk besluit van 5 oktober 1961 betreffende de administratieve en budgettaire controle;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973 en gewijzigd bij de gewone wet van 9 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 3, § 1;

Overwegende dat een tussenkomst in de lening voor het uitvoeren van verbouwwerken aan bestaande woningen kan bijdragen tot de relance van de bouwsector;

Overwegende dat de steeds sterker wordende activiteitsinzinking in de woningbouw een onmiddellijk ingrijpen noodzakelijk maakt omwille van de tewerkstelling in de bouwsector; dringende maatregelen dienen aldus genomen te worden;

Overwegende dat het woningbestand van het Brusselse Gewest gekenmerkt wordt door een groot aantal woningen die niet beantwoorden aan de huidige eisen inzake voorzieningen en comfort;

Op de voordracht van Onze Minister van Financiën, Onze Minister van het Brusselse Gewest en van Onze Staatssecretaris voor het Brusselse Gewest, en op het advies van Onze Ministers die erover hebben beraadslaagd in het Ministerieel Comité van het Brusselse Gewest,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

**Artikel 1.** De toepassing van dit besluit is beperkt tot het grondgebied van het Brusselse Gewest.

**Art. 2.** Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

- a) **Minister** : het lid van de Executieve van het Brusselse Gewest tot wiens bevoegdheid de economische expansie behoort;
- b) **woning** : het huis of appartement dat hoofdzakelijk bestemd is voor de huisvesting van één enkel gezin.

**Art. 3.** Binnen de perken van de daartoe op de begroting van het Brusselse Gewest beschikbare machtigingen kan de Minister, onder de bij dit besluit gestelde voorwaarden, een tussenkomst verlenen in de last van de hypothecaire leningen, aangegaan door particulieren met het oog op het uitvoeren van verbouwwerken aan een bestaande woning.

**Art. 4.** De ontliener, noch zijn echtgenoot mogen op de datum dat de lening hen door de kredietinstelling wordt toegezegd, een andere woning volledig in eigendom of in vruchtgebruik hebben. Voor de toepassing van deze voorwaarde wordt er geen rekening gehouden met de vervreemding van een gedeelte van de eigendom of van het vruchtgebruik tijdens de twee jaren die voormelde datum voorafgaan.

De ontliener moet zich er tevens toe verbinden de te verbouwen woning volledig te bewonen met zijn gezin en er zijn hoofdverblijf te vestigen, naargelang van het geval, binnen zes maanden van de datum van de leningsakte of van de voltooiing van de bouwverrichting en dat gedurende ten minste vijf jaar. Hij mag ze bovendien gedurende dezelfde termijn niet vervreemden noch ze geheel of gedeeltelijk in huur geven. Deze verbintenis vervalt van rechtswege bij overlijden van de ontliener of van zijn echtgenoot.

**Art. 5.** Wanneer overeenkomstig de wet van 29 maart 1962 houdende organisatie van de ruimtelijke ordening en van de stedenbouw, zoals ze nadien gewijzigd werd, een bouwvergunning dient te worden afgeleverd voor de uit te voeren verbouwwerken, dan dient deze te zijn uitgereikt na 31 december 1980.

De lening of het gedeelte ervan bestemd voor de in artikel 3 bedoelde verrichting, moet ten minste 300 000 frank bedragen. Zij moet aangegaan zijn bij een openbare kredietinstelling of bij een instelling die onderworpen is aan de controle ingesteld bij het koninklijk besluit nr. 226 van 7 januari 1936 tot reglementering van de hypothecaire leningen en tot oprichting van de controle op de ondernemingen van hypothecaire leningen.

De tussenkomst kan slechts worden toegestaan voor zover de toezegging door de kredietinstelling van de lening is gegeven na 1 juli 1981 en vóór 1 januari 1983.

**Art. 6. § 1er.** L'intervention dans les charges de l'emprunt est égale à la différence entre :

— d'une part, la mensualité fixe, calculée sur la base du taux d'intérêt réel net, qui est relative à un remboursement en vingt ans de l'emprunt ou la tranche de l'emprunt destiné à l'opération visée à l'article 3 et limité à un maximum de 2 000 000 de francs;

— d'autre part, la mensualité fixe, calculée sur la base du taux d'intérêt réel net diminué de 5 p.c., qui est relative au même emprunt, ou à la même tranche de celui-ci, étant entendu qu'ainsi réduit, ce taux d'intérêt net ne peut être inférieur à 8 p.c.

§ 2. Les coefficients de 5 p.c. et 8 p.c. mentionnés au § 1er sont respectivement portés et ramenés à 6 p.c. et 7 p.c. lorsque, à la date de la demande et aux conditions fixées par le Ministre, l'emprunteur, son conjoint ou un ascendant ou descendant cohabitant avec lui, a été reconnu atteint de 66 p.c. au moins d'une insuffisance ou d'une diminution de capacité physique ou mentale du chef d'une ou de plusieurs affections.

**Art. 7.** La demande en obtention de l'intervention dans les charges de l'emprunt doit être introduite auprès de l'Administration du Logement, par l'organisme de crédit qui a consenti le prêt.

Elle doit, sous peine de nullité, être envoyée sous pli recommandé, accompagnée des documents ci-après :

a) l'identité et l'adresse complète de l'emprunteur, de son conjoint et des ascendants ou descendants cohabitants, ainsi que l'adresse du logement faisant l'objet de l'emprunt;

b) la promesse d'octroi du prêt émanant de l'organisme de crédit, avec mention de la date de cette promesse;

c) une énumération de toutes les conditions du prêt accompagnée, pour autant que le prêt soit également destiné à une opération autre que l'opération visée à l'article 3, d'une ventilation des diverses tranches de prêt, basée sur le rapport estimatif;

d) le calcul de la différence visée à l'article 6, éventuellement par tranche de prêt si plusieurs taux d'intérêt sont appliqués, pour autant que ceux-ci s'élèvent tous à plus de 8 p.c. ou de 7 p.c. suivant le cas;

e) soit le tableau de remboursement dressé sur base de la convention de prêt effective, soit, si le prêt est remboursable par tranches périodiques fixes comprenant tant le remboursement que les intérêts, la stipulation des montants réels à payer par l'emprunteur sans l'intervention, soit, si le prêt est remboursé d'une autre façon, la mention du mode de remboursement, de même que des sommes réelles à payer par l'emprunteur sans l'intervention au cours de chacune des cinq premières années;

f) le cas échéant, une attestation relative à la reconnaissance visée à l'article 6, § 2;

g) un certificat de l'administration compétente du Ministère des Finances, relatif aux droits dont l'emprunteur et son conjoint sont titulaires sur un ou plusieurs logements, ou auxquels ils ont renoncé, avec indication de la nature et de la quotité de ces droits;

h) une déclaration de l'emprunteur selon laquelle, d'une part, il observera l'engagement souscrit en conformité avec l'article 4, alinéa 2, et d'autre part, il consentira à ce que les délégués du Ministre ayant le logement dans ses attributions contrôlent, de même que l'organisme de crédit, si ledit engagement a effectivement été respecté;

i) soit une copie certifiée conforme du permis de bâtir, soit une déclaration du bourgmestre stipulant que les travaux pour lesquels un emprunt est demandé, ne requièrent pas un permis de bâtir.

**Art. 8.** Lorsque l'Administration du Logement est en possession de la demande complète, la promesse portant octroi provisoire de l'intervention instituée par le présent arrêté ou le refus de cette intervention est notifié à l'organisme de crédit et à l'emprunteur,

**Art. 6. § 1.** De tussenkomst in de leningslast is gelijk aan het verschil tussen :

— eendeels, de op basis van de werkelijke netto-rentevoet berekende vaste mensualiteit voor de afbetaling op twintig jaar van de lening die, of het gedeelte ervan dat beperkt is tot maximum 2 000 000 frank en bestemd voor de in artikel 3 bedoelde verrichting;

— anderdeels, de op basis van de met 5 pct. verminderde werkelijke netto-rentevoet berekende vast mensualiteit van dezelfde lening of hetzelfde gedeelte ervan, met dien verstande dat die verminderde netto-rentevoet niet minder mag bedragen dan 8 pct.

§ 2. De in § 1 vermelde percentages van 5 pct. en 8 pct. worden respectievelijk verhoogd en teruggebracht tot 6 pct. en 7 pct. wanneer de ontlenaar, zijn echtgenoot of een inwonende ascendent of descendent op de datum van de aanvraag en onder de door de Minister bepaalde voorwaarden, erkend is als voor ten minste 66 pct. getroffen door ontoereikendheid of vermindering van lichamelijke geschiktheid wegens één of meer aandoeningen.

**Art. 7.** De aanvraag tot het bekomen van de tussenkomst in de leningslast moet bij het Bestuur voor de Huisvesting worden ingediend door de kredietinstelling die de lening heeft toegezegd.

Zij moet, op straffe van nietigheid, per aangetekende zending worden ingediend en vergezeld zijn van de volgende documenten :

a) de identiteit en het volledig adres van de ontlenaar, zijn echtgenoot en de inwonende ascendenten of descendenten, alsmede het adres van de woning waarop de lening betrekking heeft;

b) de toezegging van de lening door de kredietinstelling, met vermelding van de datum van de toezegging;

c) een opsomming van alle voorwaarden van de lening alsmede, voor zover de lening tevens bestemd is voor een andere dan de in artikel 3 bedoelde verrichting, een uitsplitsing van de onderscheiden gedeeltes der lening, op basis van het schattingsverslag;

d) de berekening van het in artikel 6 bedoelde verschil, eventueel per schijf van de lening indien verschillende rentevoeten worden toegepast, voor zover deze alle meer bedragen dan 8 pct. of 7 pct. naargelang van het geval;

e) hetzij de aflossingstabel, opgemaakt op grond van de werkelijke leningsovereenkomst, hetzij, indien de lening terugbetaalbaar is met vaste periodieke tranches waarin zowel de aflossing als de interesten begrepen zijn, de vermelding van de door de ontlenaar werkelijk te betalen sommen zonder de tussenkomst, hetzij, indien de lening op een andere wijze wordt terugbetaald, de vermelding van de terugbetalingwijze alsmede van de door de ontlenaar gedurende ieder der eerste vijf jaar werkelijk te betalen sommen zonder de tussenkomst;

f) in voorkomend geval, een attest betreffende de erkenning zoals bedoeld in artikel 6, § 2;

g) een attest van het bevoegde bestuur van het Ministerie van Financiën betreffende de rechten die de ontlenaar en zijn echtgenoot in één of meer woningen bezitten of afgestaan hebben, met aanduiding van de aard en het aandeel van die rechten;

h) een verklaring van de ontlenaar dat hij enerzijds de overeenkomstig artikel 4, tweede lid, onderschreven verbintenis zal naleven en anderzijds het toezicht op de naleving van die verbintenis gedurende de in hetzelfde lid bedoelde periode zal toelaten aan de afgevaardigden van de Minister tot wiens bevoegdheid de huisvesting behoort en aan de kredietinstelling;

i) hetzij een voor eensluidend verklaard afschrift van de bouwvergunning, hetzij een verklaring van de burgemeester dat voor de werken waarvoor de lening werd aangevraagd geen bouwvergunning vereist is.

**Art. 8.** Nadat de volledige aanvraag bij het Bestuur voor de Huisvesting is ingediend wordt de belofte houdende voorlopige toezegging of de weigering van de bij dit besluit ingestelde tussenkomst in volgorde van de data der overeenkomstig artikel 7 inge-

dans l'ordre chronologique des demandes introduites en conformité avec l'article 7. Est considérée comme date de la demande, la date qui a été apposée sur le pli recommandé, par les soins de la poste.

L'intervention ne peut être accordée définitivement qu'après que l'organisme de crédit ou le notaire aura transmis à l'Administration du Logement une attestation de l'acte de prêt. Cette promesse définitive doit également être notifiée à l'organisme de crédit et à l'emprunteur.

L'intervention est accordée par semestre et ce pendant cinq ans à compter soit du paiement, par l'emprunteur, de la première mensualité à l'organisme de crédit, soit du 1er janvier 1982 si la première mensualité a déjà été liquidée antérieurement à cette date.

Elle sert à régler en partie les remboursements contractuels au taux d'intérêt réel et, dans l'éventualité où ces remboursements auraient déjà été réglés intégralement par l'emprunteur, l'organisme de crédit est tenu de la verser à ce dernier.

**Art. 9.** Au début de chaque semestre, les organismes de crédit doivent introduire auprès de l'Administration du Logement un état d'avancement des prêts ou des tranches de prêts qu'ils ont consentis et qui ont fait l'objet de la promesse définitive visée à l'article 8, alinéa 2.

Sur base des états d'avancement introduits, la Région verse chaque semestre pendant une période de cinq ans, comme visé à l'article 8, alinéa 3, aux organismes de crédit les montants de l'intervention dans les charges ou l'emprunt que ceux-ci, soit versent immédiatement au compte des emprunteurs concernés, soit déduisent des sommes qui leur sont encore dues par les emprunteurs.

Les sommes qui figurent à l'état d'avancement des prêts et dont l'exactitude a été établie sont ordonnancées par arrêté ministériel.

Au cours des cinq premières années après la date de la passation de l'acte de prêt, les organismes de crédit notifient à l'Administration du Logement toute modification apportée aux conditions reprises dans l'acte de prêt, et ce préalablement à celle-ci. Ils informent directement l'Administration précitée de tout paiement anticipé ayant eu lieu pendant ladite période.

**Art. 10.** Le respect de l'engagement visé à l'article 4 et l'exactitude des renseignements délivrés et des déclarations faites conformément aux dispositions du présent arrêté sont contrôlés par l'Administration du Logement et l'organisme de crédit, lequel informe l'Administration précitée des faits qu'il constate.

Les administrations compétentes du Ministère des Finances délivrent sur demande de l'emprunteur et de son conjoint le certificat visé à l'article 7, § 2, g.

**Art. 11.** § 1er. Sans préjudice des dispositions du Code pénal ou de poursuites judiciaires en application de l'arrêté royal du 31 mai 1933, le bénéficiaire des interventions versées en vertu du présent arrêté est tenu d'en rembourser les montants à la Région :

a) en cas d'obtention du bénéfice de l'intervention sur la foi de données ou de déclarations inexactes ou incomplètes;

b) en cas de manquement à l'engagement souscrit en conformité avec l'article 4, alinéa 2, à moins de circonstances graves et exceptionnelles, dont le Ministre est juge.

§ 2. Les sommes à rembourser à la Région sont à verser au Fonds d'Expansion économique et de Reconversion régionale, article 60.01.A, partie I — Dépenses courantes — du Titre IV, du budget de la Région bruxelloise.

Le recouvrement est confié à l'Administration de la Taxe sur la Valeur ajoutée, de l'Enregistrement et des Domaines, laquelle agit en conformité avec les dispositions de l'article 3 de la loi domaniale du 22 décembre 1949.

**Art. 12.** Le présent arrêté entre en vigueur le 1er juillet 1981.

diende aanvragen ter kennis gebracht van de kredietinstelling en de ontleners. Als datum van de aanvraag wordt beschouwd de door de postbode op de aangetekende zending gestempelde datum.

De tussenkomst kan slechts definitief worden toegezegd nadat door de kredietinstelling of de notaris een attest van leningsakte aan het Bestuur voor de Huisvesting is overgemaakt. Deze definitieve toezegging wordt eveneens ter kennis gebracht van de kredietinstelling en de ontleners.

De tussenkomst wordt toegekend per semester en gedurende vijf jaar, hetzij vanaf de betaling, door de ontleners aan de kredietinstelling van de eerste mensualiteit, hetzij vanaf 1 januari 1982 indien de eerste mensualiteit reeds vóór die datum werd veroffend.

Zij dient om gedeeltelijk de contractuele aflossingen tegen de werkelijke rentevoet te vereffenen en moet, indien deze reeds integraal door de ontleners vereffend zijn, door de kredietinstelling aan de ontleners betaald worden.

**Art. 9.** In het begin van ieder semester dienen de kredietinstellingen bij het Bestuur voor de Huisvesting een vorderingstaat betreffende de door hen toegestane leningen of gedeelten en die het voorwerp hebben uitgemaakt van de in artikel 8, tweede lid, bedoelde definitieve toezegging.

Op basis van de ingediende vorderingsstaten stort het Gewest ieder semester, gedurende een periode van vijf jaar, bedoeld in artikel 8, derde lid, de bedragen van de tussenkomsten aan de kredietinstelling die ze onmiddellijk ofwel op de rekening van de betrokken ontleners boeken, ofwel in mindering brengen van de hen door de ontleners nog verschuldigde sommen.

De in de vorderingstaat vermelde en juist bevonden bedragen worden betaalbaar gesteld bij ministerieel besluit.

Gedurende de eerste vijf jaar na de datum van het verlijden van de leningsakte stellen de kredietinstellingen het Bestuur van de Huisvesting vooraf in kennis van elke wijziging die zal worden aangebracht aan de voorwaarden, vermeld in de leningsakte. Zij brengen voormeld bestuur tevens onmiddellijk op de hoogte van elke vervroegde terugbetaling gedurende dezelfde periode.

**Art. 10.** Het toezicht op het nakomen van de in artikel 4 bedoelde verbintenissen en op de juistheid van de overeenkomstig dit besluit verstrekte inlichtingen en verklaringen wordt uitgeoefend door het Bestuur voor de Huisvesting en de kredietinstelling, die voormeld bestuur in kennis stelt van haar bevindingen.

De bevoegde besturen van het Ministerie van Financiën verstrekken op verzoek van de ontleners en zijn echtgenoot het in artikel 7, tweede lid, g, bedoelde attest.

**Art. 11.** § 1. Onverminderd de bepalingen van het Strafwetboek of de gerechtelijke vervolgingen in toepassing van het koninklijk besluit van 31 mei 1933 is de begunstigde van de krachtens dit besluit betaalde tussenkomsten verplicht deze aan het Gewest terug te storten :

a) wanneer de tussenkomst werd genoten op grond van onjuiste of onvolledige gegevens of verklaringen;

b) wanneer een inbreuk werd gepleegd op de verbintenissen onderschreven overeenkomstig artikel 4, tweede lid, behoudens in ernstige en buitengewone omstandigheden waarover de Minister oordeelt.

§ 2. De aan het Gewest terug te storten bedragen dienen gestort te worden ten voordele van het Fonds voor Economische Expansie en Regionale Reconversion, artikel 60.01.A, deel I — Lopende Uitgaven — Titel IV, van de begroting van het Brusselse Gewest.

De invordering wordt toevertrouwd aan het Bestuur voor de Belasting over de Toegevoegde Waarde, de Registratie en Domeinen dat handelt overeenkomstig artikel 3 van de domaniale wet van 22 december 1949.

**Art. 12.** Dit besluit treedt in werking op 1 juli 1981.

**Art. 13.** Notre Ministre des Finances, Notre Ministre de la Région bruxelloise et Notre Secrétaire d'Etat à la Région bruxelloise sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Motril — Espagne, le 4 septembre 1981.

**BAUDOUIN**

Par le Roi :  
Le Ministre des Finances,  
**R. VANDEPUTTE**

Pour le Ministre de la Région bruxelloise, absent :  
Le Ministre de l'Intérieur et de l'Education nationale,

**Ph. BUSQUIN**

Pour le Secrétaire d'Etat à la Région bruxelloise, absent :  
Le Ministre de l'Intérieur et de l'Education nationale,

**Ph. BUSQUIN**

#### MINISTERE DES COMMUNICATIONS

F. 81 — 1743

**18 SEPTEMBRE 1981.** — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 22 octobre 1971 instituant une redevance pour l'utilisation de l'espace aérien

BAUDOUIN, Roi des Belges,  
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 27 juin 1937 portant revision de la loi du 16 novembre 1919 relative à la réglementation de la navigation aérienne, notamment l'article 5;

Vu la loi du 24 mars 1972 portant approbation des actes internationaux suivants :

a) accord entre les Etats parties à la Convention internationale de coopération pour la sécurité de la navigation aérienne « Eurocontrol », relatif à la perception des redevances de route, fait à Bruxelles le 8 septembre 1970;

b) accord entre le gouvernement du Royaume de Belgique et l'organisation « Eurocontrol », relatif à la perception de redevances de route, signé à Bruxelles le 8 septembre 1970, notamment l'article 2;

Vu l'arrêté royal du 22 octobre 1971 instituant une redevance pour l'utilisation de l'espace aérien, modifié par les arrêtés royaux des 21 février 1972, 21 juin 1973, 24 septembre 1975, 21 mars 1980 et 23 mars 1981;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre des Communications,

Nous avons arrêté et arrêtons :

**Article 1er.** Dans l'article 5 de l'arrêté royal du 22 octobre 1971 instituant une redevance pour l'utilisation de l'espace aérien, modifié par les arrêtés royaux du 21 février 1972 et du 23 mars 1981, la deuxième phrase est remplacée par la disposition suivante :

« Ce taux est de 62,5362 dollars des Etats-Unis d'Amérique ».

**Art. 2.** L'annexe au même arrêté, modifiée par l'arrêté royal du 23 mars 1981, est remplacée par l'annexe au présent arrêté.

**Art. 3.** Le présent arrêté entre en vigueur le 1er octobre 1981.

**Art. 13.** Onze Minister van Financiën, Onze Minister van het Brusselse Gewest en Onze Staatssecretaris voor het Brusselse Gewest zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegoven te Motril — Spanje, 4 september 1981.

**BOUDEWIJN**

Van Koningswege :  
De Minister van Financiën,  
**R. VANDEPUTTE**

Voor de Minister van het Brusselse Gewest, afwezig :  
De Minister van Binnenlandse Zaken en van Nationale Opvoeding,

**Ph. BUSQUIN**

Voor de Staatssecretaris voor het Brusselse Gewest, afwezig :  
De Minister van Binnenlandse Zaken en van Nationale Opvoeding,

**Ph. BUSQUIN**

#### MINISTERIE VAN VERKEERSWEZEN

N. 81 — 1743

**18 SEPTEMBER 1981.** — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 22 oktober 1971 houdende instelling van een vergoeding voor het gebruik van het luchtruim

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,  
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 27 juni 1937 houdende herziening van de wet van 16 november 1919 betreffende de regeling der luchtvaart, inzonderheid op artikel 5;

Gelet op de wet van 24 maart 1972 houdende goedkeuring van volgende internationale akten :

a) overeenkomst tussen de Staten die partij zijn bij het Internationaal Verdrag tot samenwerking in het belang van de veiligheid van de luchtvaart « Eurocontrol » betreffende de inning van de « en route »-heffingen, opgemaakt te Brussel op 8 september 1970;

b) overeenkomst tussen het Koninkrijk België en de organisatie « Eurocontrol » betreffende de inning van de « en route »-heffingen, ondertekend te Brussel op 8 september 1970, inzonderheid op artikel 2;

Gelet op het koninklijk besluit van 22 oktober 1971 houdende instelling van een vergoeding voor het gebruik van het luchtruim, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 21 februari 1972, 21 juni 1973, 24 september 1975, 21 maart 1980 en 23 maart 1981;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Verkeerswezen,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

**Artikel 1.** In artikel 5 van het koninklijk besluit van 22 oktober 1971 houdende instelling van een vergoeding voor het gebruik van het luchtruim, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 21 februari 1972 en 23 maart 1981, wordt de tweede volzin door de volgende bepaling vervangen :

« Dit tarief bedraagt 62,5362 dollar van de Verenigde Staten van Amerika ».

**Art. 2.** De bijlage van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 23 maart 1981, wordt vervangen door de bijlage van dit besluit.

**Art. 3.** Dit besluit treedt in werking op 1 oktober 1981.